



L'essentiel 2020

QUI SOMMES-NOUS ?

En 2020, la Coalition Éducation rassemble vingt-deux organisations de la société civile française : associations de solidarité internationale, ONG de défense du droit à l'éducation, organisations d'éducation populaire, syndicats. Ensemble, nous revendiquons le droit à l'éducation inclusive de qualité pour toutes et tous, et notamment pour les plus vulnérables, et affirmons que la solidarité internationale est nécessaire pour mener ce combat.



La Coalition Éducation fonctionne de fait comme une association loi 1901. Elle est portée administrativement et financièrement par une organisation cheffe de file, Solidarité Laïque entre 2015 et 2020, et pilotée par un comité de pilotage (élu pour 3 ans) composé en 2020 de 7 membres :

Aide et Action, Humanité & Inclusion, Partage avec les Enfants du Monde, Plan International France, Sgen-CFDT, Snuipp-FSU et Solidarité Laïque. Le collectif s'organise autour de trois groupes de travail (Communication et mobilisation citoyenne, Expertise-Terrain et Plaidoyer) et est animé par une équipe de coordination composée de deux salariées engagées : Clémentine Etienne, Chargée de projet et Léa Rambaud, Cheffe de projet.



La COVID-19 a provoqué une crise majeure dans le secteur de l'éducation. 1,6 milliard d'enfants dans le monde ont vu leur scolarité perturbée ou arrêtée en 2020 [1]. La fermeture des écoles, conjuguée à la récession économique, aux crises sécuritaires et climatiques, ont privé ces enfants de leur droit à l'éducation, mais aussi d'accéder aux services essentiels comme la protection. Déjà avant la pandémie, 1 enfant sur 5 n'était pas scolarisé.

La COVID-19 a creusé les inégalités et les enfants les plus vulnérables ne retourneront pas sur les bancs de l'école. Le déficit de financement du secteur, qui s'élève à 148 milliards de dollars, risque d'augmenter d'un tiers[2]. Plus que jamais en 2020 est apparue l'urgence absolue de renforcer les systèmes éducatifs et d'y apporter une réponse internationale forte.

La Coalition Éducation n'a cessé de rappeler le rôle primordial de la continuité éducative, l'importance de ne pas détourner les fonds dédiés au secteur, et de faire de l'éducation une priorité de l'aide au développement à l'échelle globale. L'éducation inclusive et de qualité est un droit humain et un droit fondamental de tout enfant, essentiel pour remédier aux inégalités sociales et éliminer la pauvreté.

La Coalition Éducation a renforcé son action de plaidoyer en 2020 pour appeler la France, qui a fait de l'éducation une priorité de sa politique de développement, à traduire ses engagements sur le terrain. Car si des avancées sont constatées depuis 2018, la Coalition a démontré dans sa nouvelle édition de l'Observatoire que l'aide à l'éducation de la France reste insuffisante, gonflée par la comptabilisation de dépenses contestables, et nécessite d'être mieux orientée vers l'éducation de base dans les pays les plus démunis. Par ailleurs, le soutien de la France à des acteurs privés éducatifs à but lucratif, une pratique que la Banque Mondiale elle-même s'est engagée à stopper en 2020, n'est pas conforme aux standards internationaux.

Sur le plan opérationnel, grâce à l'expertise de ses membres, la Coalition Éducation s'est mobilisée en 2020 pour apporter des solutions concrètes aux enjeux de la continuité de l'apprentissage, sur la résilience des systèmes éducatifs en situation de crises et de fragilité, sur le développement des formes d'éducation alternatives et non formelles.

Ce rapport retrace les activités menées par la Coalition Éducation en 2020 et les résultats obtenus, qui sont le **fruit de l'engagement de ses organisations membres et de son équipe salariée pour que l'éducation ne soit jamais sacrifiée.**



Laura Le Floch

Chargée de plaidoyer au
Secours Islamique France,
membre de la Coalition
Éducation

[1] Nations Unies, Note de synthèse: L'éducation pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà, 2020.

[2] UNESCO, Agir maintenant : réduire l'impact du COVID-19 sur le coût de la réalisation de l'ODD 4, 2020.

MILITER AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS

Alerter pour renforcer la qualité de l'éducation dans les pays les plus pauvres, pour les populations les plus vulnérables et encourager la France à allouer les ressources

Entretien avec **Michelle Perrot**

Membre du Comité de pilotage, Directrice plaidoyer de Plan International France



Depuis 2019 la Coalition - et d'autres partenaires internationaux de l'éducation - s'est fortement mobilisée pour pousser l'éducation dans le cadre du **Forum Génération Égalité (2020-2021)**. Pouvez-vous revenir sur les actions mises en œuvre par la Coalition ?

Michelle Perrot (MP) : Dans le but d'inscrire l'éducation comme levier d'atteinte de l'égalité de genre au cœur de l'agenda et des engagements à 5 ans du Forum Génération Égalité (FGE), la Coalition a mené durant plus d'un an un plaidoyer national et international, en lien avec de nombreux partenaires. Elle a animé un groupe de travail réunissant une centaine d'organisations internationales et acteurs de la société civile du secteur de l'éducation issues du monde entier, dont notamment la CME, ECW, le Malala Fund, le PME, Plan International, Save the Children, UNICEF, UNGEI et UNESCO ; des recommandations ont ainsi pu être formulées de manière concertée pour chacune des 6 coalitions d'actions [1] et portées conjointement dès juin 2020. La France étant "championne" de la coalition d'action sur les DSSR (droit Santé, Sexuels et Reproductifs), la Coalition Education et ses partenaires ont particulièrement fait porter leur plaidoyer auprès de la France sur les enjeux liés à l'éducation complète à la sexualité.

Quelles sont les réussites de ce plaidoyer ?

MP : L'éducation a été reconnue formellement par les architectes du Forum comme un des leviers transversaux de l'égalité de genre et sa prise en compte dans toutes les coalitions d'action a été encouragée. L'organisation par la France et ses partenaires, dont la Coalition Education, d'un événement ministériel sur l'éducation lors du Forum a également été un signal politique fort de reconnaissance du rôle clef de l'éducation des filles et des adolescentes comme levier incontournable et transversal pour l'atteinte des objectifs des coalitions d'action du Forum, ainsi que de la réalisation de l'agenda Education 2030. On constate néanmoins in fine, dans les plans d'action adoptés, une prise en compte qui se situe plus au rang de tactiques que d'actions, à l'exception de la coalition d'action sur les DSSR qui comporte une action dédiée à l'éducation complète à la sexualité.

Pour ce qui concerne la France, on peut se féliciter que la moitié des 333 millions d'euros de sa contribution à la reconstitution des fonds du PME pour les 5 prochaines années ait été fléchée vers l'égalité de genre dans et à travers l'éducation.

La Coalition Education s'est engagée à poursuivre son plaidoyer en faveur de l'éducation des filles et plus largement d'une éducation transformatrice des rapports sociaux de genre; elle veillera à ce que les engagements pris soient effectifs et à ce qu'une redevabilité des décideurs politiques soit assurée.

[1] Les 6 coalitions d'action portent sur les violences basées sur le genre, la justice et les droits économiques, les DSSR, l'action féministe pour la justice climatique, les technologies et innovations pour l'égalité de genre et le mouvement et leadership féministe. Retrouver les recommandations : http://www.coalition-education.fr/depotWeb/FGE_Recommandation-sur-l-education-_Juin20-FR-pdf.pdf





Nos actions et nos résultats

- **Quatre rapports d'analyses et de recommandations** ont été (co)publiés et diffusés largement par la Coalition Éducation, ses membres et partenaires auprès des acteurs publics institutionnels :
 - Brief : « *Le non-respect des obligations extraterritoriales de la France en matière de droit à l'éducation à travers son investissement dans Bridge International Academies* » au Comité des Droits Économiques Sociaux et Culturels (mars 2020) et au Comité des Droits de l'Enfant (octobre 2020),
 - L'Observatoire de l'Aide Française à l'éducation dans les pays en développement « *Aide française à l'éducation : des avancées en demi-teinte* » (mai 2020),
 - Recommandations sur l'éducation des filles dans le cadre du Forum Génération Égalité, (juin 2020)
 - Document de positionnement APD - services sociaux de base (SSB) « *Appel pour renforcer l'impact social de l'aide française* » (octobre 2020)



- **Les positions de la Coalition Education sont reprises dans une série de documents politiques** dont **20 questions écrites** des parlementaires au ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères, 17 réponses du ministre Le Drian et une lettre du DG de la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international du MEAE, Michel MIRAILLET, un communiqué du Forum Génération Égalité (janvier 2020), un communiqué du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CDESC) de l'ONU (mars 2020), une déclaration de la Société financière internationale du groupe de la Banque Mondiale (avril 2020).

- **La Coalition Education a pris part à 17 réunions institutionnelles et rencontres de haut niveau** dont le lancement du rapport de redevabilité G7 (janvier 2020), une audition du CDESC de l'ONU (mars 2020) ; des consultations sur les stratégies *Transition Démographique et Sociale* (mai 2020), *Education-Formation-Emploi* (juin 2020) et *lien social de l'AFD* (novembre 2020), plusieurs rendez-vous avec le MEAE sur le suivi du Forum Génération Égalité, rdv avec l'AFD sur la réponse Covid19 (mai 2020), etc.

- **Les partenariats OSC et institutionnels se renforcent pour porter les enjeux de l'éducation au plus haut niveau :**
 - un plaidoyer est porté conjointement avec Oxfam, ACF, GHA, Coalition Eau, Coalition Education, Solidarité Sida - et en lien avec Coordination Sud - pour renforcer l'impact social de l'APD dans le cadre de la LOP DSLIM et des stratégies AFD
 - un plaidoyer est porté conjointement avec plus de 100 OSC et organisations internationales (Unesco, UNICEF, PME, ECW, ONU femmes, etc.), l'Irlande et la France pour que l'éducation soit une des priorités du Forum Génération Égalité.
 - la Coalition Education travaille avec le Réseau international des parlementaires pour l'éducation (IPNED) et le Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation.

MILITER AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS

Alerter pour renforcer la qualité de l'éducation dans les pays les plus pauvres, pour les populations les plus vulnérables et encourager la France à allouer les ressources



FOCUS

Lutter contre la marchandisation : l'éducation menacée par le développement des acteurs privés



En 2020, la Coalition Éducation a célébré les avancées et la mobilisation en faveur du droit à l'éducation, suite à l'adoption des Principes d'Abidjan sur le droit à l'éducation en février 2019.

Un an après leur adoption, les Principes d'Abidjan sont reconnus par plusieurs institutions internationales et régionales des droits humains : le Conseil des droits humains de l'ONU et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits humains, la Commission Africaine des Droits humains et des Peuples, le Bureau de la Rapporteuse spéciale sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux de la Commission interaméricaine des droits humains.

Les Principes d'Abidjan ont également commencé à jouer un rôle important dans les discussions majeures sur les politiques mondiales d'éducation et les allocations de fonds : la stratégie du Partenariat Mondial pour l'Éducation pour le secteur privé, et en Ouganda, la Haute Cour font référence aux Principes.

Les Principes d'Abidjan se sont révélés être un outil polyvalent pour la mise en œuvre du droit à l'éducation, en particulier dans le contexte de la **croissance rapide de la privatisation et de la marchandisation de l'éducation dans le monde**.

Le 13 février 2020, la Coalition Éducation, au côté de ses partenaires du Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation*, a organisé l'atelier

« **Comment répondre au défi de l'éducation publique de qualité ?** » qui a rassemblé un groupe francophone d'organisations de la société civile et d'experts à Paris pour explorer comment les Principes d'Abidjan s'appliquent dans des contextes francophones et approfondir la dynamique et l'universalisme du texte.

En mars 2020, la Coalition Éducation - au côté de 12 organisations de la société civile - a alerté l'ONU sur la violation des obligations de la France vis-à-vis du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels à travers son engagement auprès de la chaîne américaine d'écoles commerciales Bridge International Academies (BIA). Ce plaidoyer a porté ses fruits : dans un communiqué (avril 2020), l'ONU questionne la France sur l'impact du soutien à BIA sur les droits humains.

Par ailleurs, en avril, la Société financière internationale du groupe de la Banque mondiale s'est engagé officiellement à geler tous les investissements directs et indirects dans l'éducation privée à but lucratif, pour le pré primaire, le primaire et le secondaire.

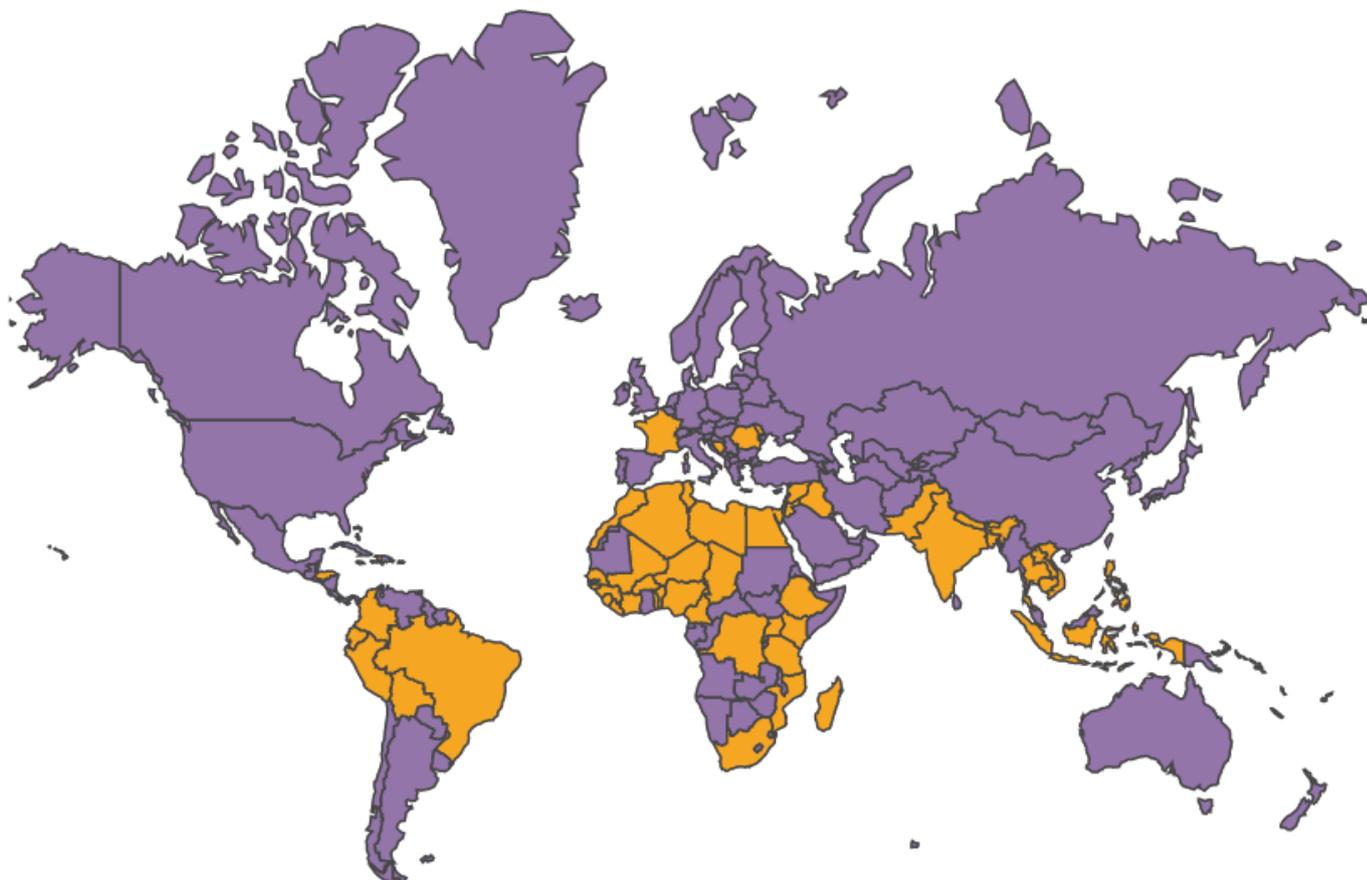
Ces annonces font suite à la mobilisation sans relâche de la société civile, qui a dénoncé les abus graves des droits humains commis par l'entreprise : ségrégation et exclusion, mauvaise qualité de l'éducation, non-respect des normes et des règlements, conditions de travail déplorables, recherche de profit, etc.



CARTOGRAPHIE

Pays d'interventions des membres de la Coalition Éducation

Pays en orange : pays dans lesquels les membres mènent des actions ou des interventions directes
(la liste n'inclut pas les micro-projets et tous les partenariats des membres)



22 organisations membres qui interviennent dans plus de 57 pays

(la liste n'inclut pas les micro-projets et tous partenariats des membres)

Algérie, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Cote d'Ivoire, Egypte, Equateur, Ethiopie, France et Outre-Mer, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Kenya, Laos, Liban, Libéria, Libye, Mali, Maroc, Madagascar, Mauritanie, Moldavie, Mozambique, Niger, Népal, Ouganda, Pakistan, Palestine, Pérou, Philippines, République Démocratique du Congo, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Syrie, Tchad, Tanzanie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Vietnam.

57 pays d'intervention directe

(n'inclut pas tous les partenariats, consortiums et microprojets mis en œuvre par les OSC)

Algérie Humanité et Inclusion	Côte d'Ivoire Aide et Action Biblionef Solidarité Laïque	ASMAE Hamap Humanitaire Partage Plan International Planète Urgence UEPLM	DEFI Humanité et Inclusion Partage SIF Solidarité Laïque UEPLM	Solidarité Laïque
Bangladesh Humanité et Inclusion Secours Islamique France (SIF)	Egypte ASMAE Humanité et Inclusion Partage Plan International	Indonésie Humanité et Inclusion UEPLM	Mauritanie Biblionef	Sénégal Aide et Action Biblionef GREF Humanité et Inclusion SIF Solidarité Laïque UEPLM
Bénin Aide et Action Care GREF Humanité et Inclusion Partage Planète Urgence Plan International Solidarité Laïque	Equateur Care Partage Planète Urgence	Irak SIF	Moldavie Solidarité Laïque	Sierra Leone Humanité et Inclusion
Bhoutan Aide et Action	Ethiopie Humanité et Inclusion Un Enfant Par La Main (UEPLM)	Jordanie Biblionef Humanité et Inclusion	Mozambique ESSOR	Sri Lanka Aide et Action Plan International Solidarité Laïque
Bolivie Humanité et Inclusion	France et Outre-Mer Aide et Action Biblionef ESSOR Partage Solidarité Laïque	Kenya Humanité et Inclusion	Niger Aide et Action CARE GREF Humanité et Inclusion Plan International	Syrie SIF
Bosnie-Herzégovine Partage	Guatemala Care	RDP Laos Aide et Action GREF Humanité et Inclusion	Népal Aide et Action Humanité et Inclusion Partage	Tchad CARE ESSOR Humanité et Inclusion
Brésil Care Essor Partage	Guinée Aide et Action Humanité et Inclusion Plan International Solidarité Laïque	Liban ASMAE Partage Solidarité Laïque	Ouganda Humanité et Inclusion	Tanzanie Plan International
Bulgarie Aide et Action	Guinée Bissau ESSOR Humanité et Inclusion	Libéria Humanité et Inclusion	Pakistan SIF	Thaïlande CARE Humanité et Inclusion Partage
Burkina Faso Aide et Action ASMAE Biblionef Hamap Humanitaire Humanité et Inclusion Partage Plan International Solidarité Laïque	Haïti Biblionef Care GREF Humanité et Inclusion Partage SIF Solidarité Laïque UEPLM	Libye Biblionef	Palestine Humanité et Inclusion Partage	Togo Aide et Action CARE DEFI Humanité et Inclusion Planète Urgence Plan International
Cambodge Aide et Action Care Partage Planète Urgence Un Enfant Par La Main	Honduras Partage	Mali Aide et Action GREF Humanité et Inclusion SIF Solidarité Laïque UEPLM	Pérou GREF Planète Urgence	Tunisie Biblionef CARE GREF Humanité et Inclusion Plan International Solidarité Laïque
Cameroun Biblionef Care	Inde Aide et Action	Maroc Biblionef CARE GREF Humanité et Inclusion Solidarité Laïque	Philippines ASMAE Humanité et Inclusion	Vietnam Aide et Action Partage UEPLM
		Madagascar ASMAE Biblionef CARE	Roumanie Aide et Action Partage	
			RD du Congo Humanité et Inclusion	
			Rwanda Biblionef Humanité et Inclusion	

SENSIBILISER ET MOBILISER LES CITOYEN·NE·S

Entretien avec Morgane Bages

Membre du groupe de travail communication de la Coalition Éducation, chargée de communication à Solidarité Laïque



Quelles ont été les actions fortes de mobilisation de la Coalition Éducation dans le contexte du Covid19 ?

Morgane Bages (MB) : Face à la crise éducative dans laquelle nous a plongé la pandémie, la Coalition Education s'est mobilisée pour porter un message commun : n'oubliez pas l'éducation ! Sur les réseaux sociaux, elle a relayé les actions mises en place par les membres et a martelé l'importance de maintenir une continuité éducative malgré l'urgence sanitaire. Elle a mené une surveillance accrue des solutions déployées en alertant sur les risques liés à la privatisation de l'éducation, sur la vulnérabilité de certains systèmes éducatifs et sur les limites de l'éducation à distance dans les pays peu connectés.

Dans une tribune publiée dans Le Monde en juin 2020, la Coalition Education interpelait directement la France : « *Coronavirus : la France aidera-t-elle vraiment à faire redémarrer les écoles du Sud ?* » en soulignant l'inadéquation des moyens par rapport aux ambitions affichées. Elle a rappelé à quel point ce manque d'investissements pourrait mettre en péril des générations entières ! La continuité des rencontres « Champions de l'éducation » organisées en ligne ont permis aux membres d'échanger sur les actions menées par chaque organisation et de se mobiliser ensemble, malgré l'isolement imposé par la crise.



©Un Enfant Par La Main



Nos actions et nos résultats

L'année 2020, malgré le contexte de pandémie mondiale, a vu la **mobilisation et le dynamisme du collectif s'accroître confortant sa visibilité à travers les médias** (tribunes, communiqués, mobilisation sur les réseaux sociaux, etc.). Les actions de mobilisation et de sensibilisation menées par la Coalition Education ont été qualifiées de belles réussites par les membres.



> 60 Parutions médiatiques dont *Libération, Le Monde, France Culture...*



13 Communiqués de presse, tribunes et lettres ouvertes

dont « *Lettre ouverte. Pékin 25 : l'éducation des filles est la première étape vers l'égalité des genres* » (juillet 2020), « *S'engager ensemble pour reconstruire par l'éducation* » (juillet 2020), « *Education inclusive : nos recommandations au Partenariat mondial pour l'éducation* » (sept 2020), « *L'impact de la Covid-19 sur l'égalité dans l'éducation : appel à l'action* » (sept 2020), « *États-Unis : Joe Biden, l'éducation doit être une priorité de la politique étrangère* » (nov 2020), « *Loi de solidarité internationale : alors que les inégalités mondiales se creusent, la France doit faire plus* » (déc 2020).



FOCUS

Campagnes de communication d'influence

En 2020, la Coalition Éducation a mené deux campagnes de communication d'influence sur les réseaux sociaux.



Loi de solidarité internationale : #Commençonsparlabase

En 2020, la Coalition Éducation a lancé conjointement, avec Action contre la Faim, Action Santé Mondiale, Coalition Eau, One, Oxfam et Solidarité Sida, une campagne sur les réseaux sociaux pour appeler la France à renforcer l'aide (APD) aux services sociaux de base - éducation, santé, protection sociale, eau assainissement et hygiène - et l'impact social de l'APD. Celle-ci s'est traduite par la diffusion d'une vidéo et des visuels pour les réseaux sociaux et d'un communiqué.



Le rôle essentiel de l'éducation dans la réponse à la crise : #FinancerLEducation

La Coalition Éducation s'est mobilisée fortement pour assurer la **protection des financements alloués** à l'éducation dans le contexte Covid19, notamment à l'éducation en situations de crise, et rappeler le rôle essentiel de l'éducation dans la réponse à la crise.

Avec une contribution au fonds ECW de 2,3MS depuis 2016, l'engagement français n'est pas à la hauteur des enjeux de l'éducation en situation de crise.
#FinancerLEducation

La France n'alloue que 22% de son aide bilatérale à l'éducation à l'Afrique subsaharienne
#FinancerLEducation

S'ENGAGER ENSEMBLE POUR RECONSTRUIRE PAR L'EDUCATION
Coalition éducation / Yasmine Sherif, Director, ECW

Alors que la pandémie de Covid-19 continue de se répandre à travers le monde, mettant en péril l'éducation de 1,18 milliard d'apprenants dans 191 pays(1), certains sont encore plus durement touchés que les autres. Ce sont les 75 millions d'enfants et de jeunes, dont 39 millions de filles, déjà marginalisés par les conflits armés, les déplacements forcés et les catastrophes naturelles avant la crise -- et dont le nombre continue à augmenter.

FÉDÉRER ET RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE FRANÇAISE POUR PORTER UNE VOIX COLLECTIVE ET ENGAGÉE AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL

Entretien avec Youssouf Dainane

Directeur de l'ONG Maeеча, partenaire de Partage avec les Enfants du Monde, membre de la Coalition Éducation



En 2019 la Coalition a lancé - en partenariat avec le MEAE - une étude sur les initiatives éducatives mises en œuvre par la société civile en réponse au Covid19. Quelle est la richesse de ce projet selon vous ?

Maeеча : L'implication des OSC est importante dans la mesure où elle permet **d'intervenir au plus près des bénéficiaires**. La crise de covid-19 a obligé beaucoup d'OSC à **remettre en cause leurs approches habituelles** lorsque les conséquences de la pandémie sur l'école sont apparues. Cette remise en cause a permis de **réfléchir à d'autres approches, d'autres activités et d'autres formes d'intervention** : dont l'éducation à distance. Toutefois, il n'est pas facile de mettre en œuvre des activités d'éducation à distance, surtout dans les zones rurales où les problèmes socioéconomiques y apparaissent. Dans un tel contexte, l'enseignement à distance devient problématique dans la mesure où la mise en place de telles activités précède la disponibilité de tout un équipement et ou appareillage. Maeеча en collaboration avec les CIPR et enseignants a lancé l'initiative de mise en place d'un dispositif d'enseignement pédagogique à distance des élèves, intitulé « Msomo na wakati ». Le projet de la Coalition Education, en collectant et informant sur les pratiques mises en œuvre par les OSC et l'UNICEF en articulation avec les Etats dans ce contexte, permet d'outiller les OSC dans leur réponse aux crises.



FOCUS

Lancement du projet « Les réponses éducatives au Covid19 dans les pays en développement »

Fin 2020, la Coalition Éducation a lancé le projet « **Les réponses éducatives au Covid19 dans les pays en développement** » mené avec l'appui du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Ce travail a pour objectif d'identifier, diffuser et valoriser les initiatives et bonnes pratiques des organisations de la société civile en matière d'éducation mises en œuvre dans le contexte de la Covid19 dans les pays du Sud, visant à maintenir l'éducation des populations les plus menacées d'exclusion scolaire (filles, personnes en situation de handicap, enfants de familles extrêmement pauvres, de zones rurales, réfugiés ou personnes déplacées, etc.), et notamment lutter contre les inégalités de genre aggravées durant la pandémie.

22 organisations de la société civile (française et internationale) ont répondu à notre appel à contribution et ont soumis **35 initiatives dans 37 pays différents**.



Nos actions et nos résultats

En 2020, le contexte de crise pandémique a renforcé la conviction de la Coalition Éducation que l'éducation inclusive, équitable, de qualité, gratuite et des opportunités offertes tout au long de la vie pour tous et toutes, sont un levier fondamental pour construire des sociétés plus fortes et plus résilientes afin que les pays parviennent à réaliser l'égalité des genres et à briser le cycle de la pauvreté. En ce sens, la communauté internationale se doit d'être plus forte, soudée, avec des partenariats multi acteurs et pluri secteurs élargis et fortifiés ainsi qu'une coopération renforcée avec les pays du Sud. Dans ce contexte, et malgré l'impossibilité de se réunir, la Coalition Éducation a renforcé son action en 2020 - via des webinaires et des rendez-vous en ligne - pour davantage fédérer et renforcer la société civile française - en lien avec les acteurs des pays du Sud et du Nord - sur les enjeux de l'éducation.



22 organisations membres de la Coalition Éducation. En 2020, l'ONG **Un Enfant Par La Main** a rejoint la Coalition Éducation.



Au niveau international, la Coalition s'inscrit dans le mouvement de la **Campagne mondiale pour l'éducation**, et coordonne son action avec les coalitions d'autres pays. La CE a également rejoint en 2020 le conseil d'administration de la **Campagne Europe et Amérique du Nord pour l'éducation** (ENACE) est resté membre du COFIL du **Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation**. En 2020, elle a également co-coordonné le groupe de travail Education International - qui rassemble plus de 100 organisations internationales et de la société civile pour inscrire l'éducation dans les six coalitions d'actions du Forum Génération Égalité.



Participation à **34 réunions** avec la société civile ou pluri acteurs dont le GT éducation international sur FGE & G7, réunion Europe and North America Campaign for Education (Tbilissi fèv. 2020), atelier sur la privatisation de l'éducation à Paris avec des chercheurs de l'espace francophone (fév. 2020), COFIL et réunions collectives du Réseau francophone contre la marchandisation, consultation UNESCO (août 2020) par la CME, réunions Coopération SUD sur le GT Covid19. **24 réunions de partenariats** qui ont mené à un nouveau partenariat avec la Fondation de France, trois nouvelles adhésions (UEPLM, L'APPEL & CARE), de nouveaux partenariats et/ou renouvellements avec ECW, GPE, MEAE, AFD, OSF, Campagne APD sur les SSB, Coopération Sud, Groupe Enfance, UNICEF, etc.



2 webinaires des Champions de l'éducation autour des thématiques « *Éducation, Inclusion et Équité dans le contexte de la Covid-19* » (sept 2020) et « *Éducation et Droit de l'Enfant* » (nov 2020), avec plus de 70 participant.e.s.



33 réunions internes avec les membres dont Comité de Pilotage, Comité de suivi et de gestion, mise en place d'un Comité pour piloter l'évaluation de la Coalition Éducation sur 2018-2020, mise en place du Comité d'analyse et de rédaction du rapport « *Les réponses éducatives au Covid19 dans les pays en développement* », des réunions plénières avec les membres sur le plan d'action 2021-2023 de la Coalition. La poursuite des groupes de travail Plaidoyer, Communication et Expertise-terrain.

DONNÉES FINANCIÈRES

Les comptes de l'exercice



La Coalition Éducation fonctionne pour **45% de ses ressources sur un financement de l'Agence Française de Développement (AFD)**, en 2020.

Le **budget de l'exercice 2020**, qui a couvert la période s'étalant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, s'est élevé à **195k€**.

Les ressources

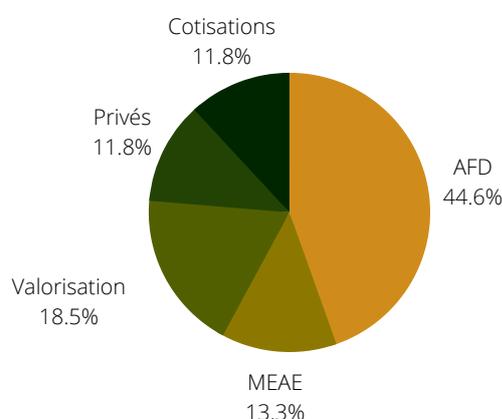
L'**AFD** a apporté un cofinancement de **100 912€**.

Le **Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE)** a apporté un soutien financier de **30 000€** pour la mise en oeuvre d'un projet sur les initiatives et bonnes pratiques éducatives des OSC en période de Covid19.

Les **cotisations des membres**, dont 11 000€ de cotisations exceptionnelles ont représenté **26 775€**.

Les **autres fonds privés** se sont élevés à **26 788€**.

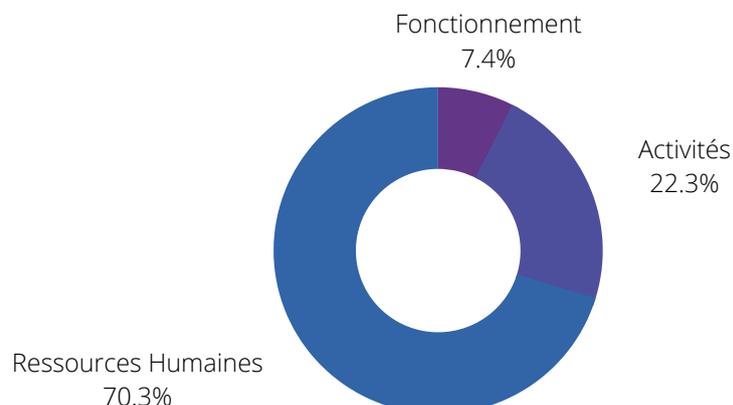
Répartition des ressources par types de fonds



Répartition des dépenses

Les dépenses liées aux ressources humaines ont représenté exceptionnellement 70% du budget de la Coalition Education en raison de l'année de pandémie mondiale, à laquelle nous avons été confrontée, et pour laquelle certaines activités ont été mis en suspens.

Dans cette période le collectif s'est concentré sur la mobilisation et sur la symbiose collective pour renforcer les liens entre les acteurs de la société civile du secteur éducatif.



Les organisations avec lesquelles la Coalition Éducation a travaillé

- Action contre la faim
- Action Santé Mondiale
- ANCEFA (Africa Network Campaign on Education For All)
- Campagne Europe et Amérique du Nord pour l'éducation
- Campagne mondiale pour l'éducation
- Coalition Eau
- Convergences
- Coordination SUD
- COSYDEP Sénégal
- CSFEF (Comité Syndical Francophone de l'Éducation et la Formation)
- Education Cannot Wait
- Fi Céméa
- Fondation de France
- GI-ESCR
- Groupe Enfance
- INEE
- L'Internationale de l'éducation
- IPNEd (International Parliamentary Network For Education)
- Malala Fund
- OXFAM France
- Partenariat mondial pour l'éducation
- Right to Education Initiative
- Solidarité Sida
- UNESCO
- UNGEI
- UNICEF France

Les partenaires publics et financiers

- Agence Française de Développement
- Fondation de France
- Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
- Open Society Foundation



Coalition Éducation

53 Boulevard de Charonne

75011 Paris

Tél : 01 55 25 40 99

communication@coalition-education.fr

Rejoignez-nous



Coalition Éducation



CoalEducation



Coalition Éducation

Rédaction et conception : Clémentine Etienne (Coalition Éducation) et Léa Rambaud (Coalition Éducation)
Relecture : Emmanuel Bailles (Sgen-CFDT) et Carole Coupez (Solidarité Laïque)